

FATOS NANO

Candidat ès sciences
économiques

À PROPOS DU MÉCANISME DE LA PLUS-VALUE ET DE SON APPROPRIATION DANS LA SOCIÉTÉ SOVIÉTIQUE

Il y a près de trois décennies que les khrouchtchéviens ont usurpé le pouvoir en Union soviétique et qu'ils ont déclenché une attaque de front contre les victoires du socialisme remportées sous la direction de Lénine et de Staline. Le renversement contre-révolutionnaire qu'ils ont effectué au niveau de la superstructure, de l'idéologie et de la politique de l'Etat des soviets, ne pouvait pas manquer d'entraîner, comme il l'a fait effectivement, la dégénérescence de la base économique de la société soviétique. Il a ouvert la voie aux processus intégraux qui sont à l'origine de la désagrégation des rapports de production socialistes et de la restauration du capitalisme dans tous les domaines.

La stratégie du révisionnisme khrouchtchévien, comme l'a souligné le VIII^e Congrès du PTA, avait «...pour but principal de liquider la dictature du prolétariat, de saper les bases de la société socialiste, d'engager l'Union soviétique dans la voie capitaliste et d'en faire une superpuissance impérialiste. Maintenant tout le monde voit bien la grande transformation contre-révolutionnaire qui s'est produite en Union soviétique»*.

* Enver Hoxha, *Rapport au VIII^e Congrès du PTA*, Editions «8 Nëntori» Tirana, 1981, éd. fr., p. 253.

1. Les réformes khrouchtchéviennes et brejnéviennes et la restauration du capitalisme dans la société soviétique

La bourgeoisie nouvelle, révisionniste en Union soviétique a travaillé intensément à réorganiser l'économie du pays sur des bases capitalistes, à mettre au point et à faire fonctionner un mécanisme propre à elle-même, à réaliser et à s'approprier la plus-value, pour spolier et exploiter sous des formes capitalistes le peuple travailleur soviétique. Ce mécanisme d'exploitation de l'homme par l'homme a revêtu une forme et un contenu qui lui sont propres au cours de l'application des réformes capitalistes à la base comme dans la superstructure. Les réformes de ce genre ont commencé à se succéder après la mort de Staline.

La transformation radicale des rapports de production, la mise en place d'un système d'organisation et de direction de l'économie qui tend uniquement à assurer à tout prix le maximum de profit, les prérogatives de capitaliste collectif attribuées à l'Etat et l'établissement de la domination du capitalisme monopoliste d'Etat dans tous les domaines dans des proportions sans précédent dans l'histoire de l'impérialisme, voilà les piliers sur lesquels reposent précisément toutes ces mutations capitalistes intégrales qui sont intervenues dans la société soviétique.

Vers la fin de 1970, dans l'économie soviétique les réformes capitalistes avaient été appliquées dans 90 pour cent des entreprises industrielles, qui fournissaient 92 pour cent de la production industrielle globale. En 1968 elles furent étendues aux transports, alors qu'en 1969-1970 elles avaient été largement appliquées dans le bâtiment. Le secteur agricole d'Etat a été réformé plus lentement. En 1970, ce processus avait affecté le tiers des «sovkhozes»*.

En appliquant ces réformes, les khrouchtchéviens ont frappé en premier lieu les thèses fondamentales de la théorie marxiste-léniniste relative à la production marchande et à l'action de la loi de la valeur en régime socialiste. La production socialiste a été aussi identifiée à la production capitaliste sur le plan aussi bien théorique que pratique et, sur cette base, tout le mécanisme économique a été réformé. La nouvelle bourgeoisie a pris en main, par le truchement de l'Etat, les moyens de production et la direction de l'économie. A la législation et aux anciennes pratiques de contenu socialiste sont venues se substituer une législation et des pratiques nouvelles qui

* Voir la *Pravda* des 27.6.1969, 25.1.1970 et 4.2.1971.

permettent à la bureaucratie d'Etat et du parti d'agir librement, d'exprimer et de satisfaire sans encombre ses intérêts capitalistes. Les dirigeants des diverses entreprises et institutions se sont vu attribuer des prérogatives et des compétences importantes dans la direction et la manipulation de la production et de la répartition, dans l'embauchage et le licenciement des travailleurs, dans la gestion des profits réalisés. Ces prérogatives et compétences ont été utilisées pour assurer et augmenter les revenus et les privilèges des diverses castes dirigeantes aux dépens des masses laborieuses.

L'activité économique soviétique a été assise sur le profit, en tant que régulateur de la production et de la répartition, en tant que «critère suprême et le plus synthétique qui caractérise au plus haut degré l'activité de l'entreprise»*. L'économie centralisée a été amenée à coexister avec l'économie de marché, et le mécanisme capitaliste de l'offre et de la demande est devenu, notablement, le régulateur des rapports de production et de consommation. L'Etat a perdu petit à petit son contrôle sur le volume du travail et de la consommation, ces deux clés essentielles d'une économie socialiste. L'économie soviétique s'est ainsi trouvée confrontée aux contradictions qui opposent le centralisme bureaucratique de type monopoliste au libéralisme économique de la base. Dans le cadre de «l'indépendance opérationnelle des entreprises» et de «l'élimination des rapports intermédiaires de gestion» on a établi, sur la base du mécanisme du marché, les rapports capitalistes directs entre les entreprises de production. Le libre commerce des moyens de production considérés désormais comme des marchandises, a fait d'eux un capital fondamental et le nouveau mécanisme économique capitaliste s'est fondé sur le système de gestion équilibrée et d'autofinancement complet, sur la rentabilité proprement capitaliste à tous les maillons de l'économie. Le financement d'Etat centralisé des investissements au titre des fonds fixes et des moyens circulants a été limité au point qu'ils ont commencé à être couverts petit à petit par des ressources décentralisées et des crédits bancaires. Dans la pratique, la direction planifiée a cédé la place au libre jeu des lois et des catégories économiques du mode de production capitaliste.

Les réformes économiques khrouchtchéviennes ont commencé par la conversion des moyens de production en marchandises. «Chez nous, écrivait la presse révisionniste soviétique alors que la campagne pour l'application de ces réformes battait son plein, l'équipement des entreprises en moyens de production est traité et réalisé sous forme de vente et d'achat»**. En 1971 la vente et l'achat des moyens de production représentait les deux tiers du total de la circulation des

* Voir la *Pravda* du 21.11.1965.

** Voir *Ekonomitcheskaïa Gazeta*, n° 43, 1965.

marchandises en Union soviétique et, en 1974, 70 pour cent de ces moyens étaient cédés aux termes des contrats passés directement entre les entreprises de production et celles de consommation.*

Les nouveaux statuts des entreprises capitalistes d'Etat sont entrés en vigueur le 4 octobre 1965. Aux termes de ces statuts, «L'entreprise jouit du droit de propriété sur les biens qu'elle a sous son contrôle opérationnel» et «le directeur de l'entreprise peut agir en son propre nom, disposer de la propriété et des fonds de l'entreprise, procéder à l'embauchage et au licenciement du personnel».**

Les rapports établis dans la société soviétique entre l'Etat et les administrateurs capitalistes des biens qui sont propriété d'Etat ou propriété collective, en tant que personnes juridiques, sont du même type que ceux qui existent actuellement en régime capitaliste monopoliste, entre le propriétaire privé ou collectif du capital et les administrateurs qui dirigent l'entreprise capitaliste, sans en être pourtant les propriétaires. En Union soviétique, c'est l'Etat social-impérialiste qui jouit des droits de propriétaire monopoliste des principaux moyens de production, de la terre, des mines, des eaux, des terrains de construction, etc., et cela sous forme de rentes, d'intérêts et d'impôts prélevés sur les fonds productifs, dont il concède l'usage à divers groupes de la bourgeoisie citadine et rurale. Ces droits monopolistes ont été matérialisés sous forme de loyer du capital fixe, par un versement annuel moyen au budget d'Etat de 15 pour cent de la valeur des fonds de production, par chaque entreprise d'Etat sous forme de rentes et d'impôts sur les revenus des propriétés collectives (kolkhozes, coopératives et entreprises des services publics) ou bien des secteurs privés de l'entreprise capitaliste dans le domaine de l'agriculture (lopins personnels), du commerce (marché noir), des services et de l'artisanat (exercice d'une profession à titre privé).

Afin de transposer en valeur ces nouveaux rapports, capitalistes, entre l'Etat, divers organismes et les citoyens, du 1.10.1966 au 1.7.1967 on a appliqué la réforme générale des prix de gros. Cette réforme a majoré ces prix de 8 pour cent en moyenne dans toute l'industrie et elle a entraîné de nouvelles hausses en 1969, 1974 et 1979***. Le nouveau système a été fondé sur «les prix fluctuants» déterminés par «l'équilibre de l'offre et de la demande» et destinés à servir de «moyens très importants et efficaces réglant les processus sociaux de la reproduction»****. Les processus de redistribution du revenu national dans l'économie soviétique ont ainsi été établis sur des fonde-

* *Ekonomitcheskije Naouki*, n° 11, 1971, et *Voprossi Ekonomiki*, n° 4, 1974.

** Voir *Ekonomitcheskaïa Gazeta*, n° 43, 1965.

*** Voir *Planovoïe Hoziaïstvo*, n° 7, 1967, *Voprossi Ekonomiki* n° 6, 1970, *Ekonomitcheskaïa Gazeta*, n° 1, 1969, n° 32, 1979.

**** *Ekonomitcheskije Naouki*, n° 1, 1969.

ments capitalistes. Parallèlement aux prix fixés d'en haut, les unions monopolistes d'Etat conservent de larges marges de fluctuation des prix qui «sont justifiées» par «des hausses relatives aux nouveaux produits de qualité hautement efficaces»*. Ainsi donc, sur le marché capitaliste soviétique affluent sans cesse des marchandises chères pour des produits et assortiments soi-disant «nouveaux» qui sont en fait les anciennes à peu de différence près, mais qui comportent des taux de profit plus élevés. La presse soviétique affirme que «les prix risquent de monter sans cesse, car les divers secteurs économiques s'efforcent d'accroître leurs rentrées (leur profit) en empruntant la voie la plus facile, celle de la hausse des prix de production et de vente».** Dans la pratique, «les prix fluctuants» ont cédé petit à petit la place aux prix élevés de monopole, comme il ressort entre autres de ces aveux de la presse officielle: «Notre expérience atteste l'existence d'une dangereuse tendance à la hausse arbitraire des prix.*** «Le producteur dicte le prix... et souvent met à profit le manque de certains produits sur le marché, pour faire pression sur le consommateur»****. Ainsi, en mars 1978 le prix du café a quintuplé, le prix du pétrole doublé, celui des services de réparation augmenté de 30 pour cent, alors qu'en septembre 1981 les prix des vins et des tabacs ont monté de 27 pour cent et ceux des tapis, des fourrures, des produits en cuir et du prêt-à-porter de 30 pour cent, cependant que le prix de l'essence avait augmenté de 40 kopecks.*****

La création d'organismes monopolistes du grand capital d'Etat social-impérialiste, en Union soviétique comme à l'étranger, constituait l'une des orientations essentielles des réformes capitalistes dans l'économie soviétique. Cela a été réalisé sous le prétexte de «l'augmentation de la capacité de l'entreprise» à travers l'union et la fusion des entreprises dans toutes les branches de l'économie, en vue de la mise sur pied d'unions de production industrielle, agraire-industrielle, industrielle-de construction, etc., au niveau de chaque république à part, de chaque république dans le cadre de la fédération et enfin, de toute la fédération. Ces unions monopolistes ont pris la forme de combinats et de complexes à concentration verticale et horizontale, du type des trusts et des cartels.***** Le XXIV^e Congrès des révisionnistes khrouchtchéviens (1971) a donné une nouvelle impulsion à ce processus, accélérant ainsi la création d'unions de production de type monopoliste. Dans la période allant de 1970 à 1979,

* Voir *Ekonomitcheskaja Gazeta*, n° 32, 1979.

** *Ekonomitcheskije Naouki*, n° 4, 1969.

*** Voir *Voprossi Ekonomiki*, n° 6, 1970.

**** Voir *Ekonomitcheskije Naouki*, n° 11, 1971.

***** TASS, Moscou, 15 septembre 1981.

***** Voir *Organizacija upravlienija promichlenih obiedinienii*, Kiev, 1980, p. 16.

le nombre des organismes de ce genre en Union soviétique a augmenté de 6,5 fois. Ce pays comptait donc 3 950 unions monopolistes avec plus de 17.500 succursales. Leur part dans la production industrielle est passée de 6,7 à 47,1 pour cent et le nombre des travailleurs qu'elles emploient est monté de 6,2 à 48,4 pour cent du total des travailleurs employés dans l'industrie.* En Ukraine, par exemple les unions industrielles au niveau de la république régissent chacune en moyenne 112 succursales et un capital fixe moyen de 49 millions de roubles.**

C'est de cette manière que, dans la société soviétique, se sont cristallisés les rapports de propriété spécifiquement capitalistes, rapports qui se rattachent étroitement au niveau élevé de monopolisation des principaux moyens de production entre les mains de l'Etat impérialiste. Il est de fait que, comme l'a souligné le camarade Enver Hoxha au VIII^e Congrès du PTA, «aujourd'hui en Union soviétique les moyens de production sont en fait propriété capitaliste d'Etat ou collective, car ils sont utilisés dans l'intérêt de la nouvelle classe bourgeoise qui a accédé au pouvoir, la classe qui précisément s'approprie le travail des ouvriers et des paysans»***

La propriété monopoliste d'Etat ou collective qui représente la forme dominante de propriété capitaliste en Union soviétique, est une propriété sans titre nominal. Dans la société soviétique, les nouveaux capitalistes, technocrates et bureaucrates de l'hierarchie dominante, ne jouissent pas du droit à la reproduction individuelle de la propriété et du capital, ce qui est du seul ressort de l'Etat impérialiste qui agit au nom de toute la bourgeoisie. En Union soviétique, malgré le petit capital privé qui ne cesse de s'élargir, il n'existe pas pour le moment de propriété privée de la terre, des usines, des fabriques, des mines, des banques, et des chemins de fer. Et cela est dans la logique des conditions historiques de l'époque de l'impérialisme dans lesquelles l'Union soviétique s'est transformée de pays socialiste en pays capitaliste. La décentralisation de la propriété, son morcellement par les entrepreneurs capitalistes individuels et le développement, sur cette base, du capitalisme et de la libre concurrence prémonopoliste, constituent des processus dépassés même dans le système capitaliste classique, qui connaît maintenant son stade ultime, impérialiste. Dans ces conditions, le développement non contrôlé de l'initiative et de la libre entreprise capitalistes, tout à fait décentralisées, compromettrait les visées stratégiques de la bourgeoisie social-impérialiste soviétique attachée à modifier le rapport des

* Voir *Narodnoïe Hoziaïstvo SSSR v 1979 Godu*, p. 133.

** *Ibid.*, pp. 19, 21, 22.

*** Enver Hoxha, *Rapport au VIII^e Congrès du PTA*, Editions «8 Nëntori», Tirana 1981, éd. fr., p. 254.

forces en sa faveur et à atteindre le niveau des autres puissances impérialistes, à rivaliser avec elles dans le partage économique et territorial du monde. A cette fin, la grande bourgeoisie khrouchtchéviennne et brejnéviennne devait concentrer l'initiative économique capitaliste et les sources de production et de formation des capitaux entre les mains de l'Etat et des monopoles d'Etat. Ce capitaliste collectif s'est chargé de gérer les intérêts de reproduction de la bourgeoisie révisionniste, en tant que classe au pouvoir, de militariser l'économie et de créer un potentiel économique nucléaire de superpuissance, d'assurer des ressources durables de consommation parasitaire à cette nouvelle classe bourgeoise, aux dépens des masses travailleuses de l'Union soviétique et des autres pays de la «communauté socialiste».

C'est ce qui explique pourquoi les premières réformes capitalistes khrouchtchéviennes ont mis l'accent sur la décentralisation effrénée de la vie économique et sur la limitation extrême de l'intervention de l'Etat dans l'économie. Avec l'avènement de Brejnev ces réformes ont eu pour effet de combiner le centralisme bureaucratique de type monopoliste avec le large libéralisme économique de la base. Le mécanisme de direction de l'économie soviétique ne cesse d'osciller entre ces extrêmes et ces contradictions, sans porter atteinte aux intérêts stratégiques fondamentaux de la bourgeoisie social-impérialiste.

Les corporations d'Etat (unions monopolistes) dotées d'un haut niveau de concentration de la production et du capital, ont donné à l'Union soviétique la forme la plus développée de capitalisme monopoliste d'Etat à notre époque. Si dans les pays occidentaux le secteur monopoliste d'Etat ne représente que 20 à 30 pour cent de la production globale, en Union soviétique il est dominant. La nouvelle classe bourgeoise y est organisée en tant que classe au plus haut degré du pouvoir dans un système totalitaire, hiérarchique et bureaucratisé. L'Etat social-impérialiste lui-même a pris actuellement l'aspect et exerce les fonctions d'une corporation monopoliste gigantesque, qui a accaparé toute l'activité du grand capital dans la société soviétique. Les divers agents capitalistes de cette corporation, en tant que dirigeants et gestionnaires d'une propriété monopoliste centralisée, ont l'initiative économique. Ces prérogatives et compétences sont conférées aux fonctionnaires de la hiérarchie d'Etat, du Parti, de l'armée, de l'économie et de la culture dans des sphères bien définies. Mais elles leur sont accordées toujours en fonction de leur fidélité à l'Etat social-impérialiste et à sa politique, celui-ci étant le seul représentant des intérêts de la classe bourgeoise au pouvoir. La promptitude à servir les intérêts des unions capitalistes dans la société soviétique constitue en fait une condition fondamentale à remplir pour pouvoir accéder aux rangs de la bourgeoisie révision-

niste au pouvoir. C'est là aussi le critère qui régit la répartition des postes et la promotion sociale des individus capitalistes dans la hiérarchie du système bureaucratique, le seul critère de leur participation à l'appropriation de la plus-value, à travers la jungle des privilèges et des prérogatives spécifiques que l'Etat soviétique garantit à ses tenants fidèles aux dépens du peuple.

Les réformes capitalistes de la société soviétique n'ont pas manqué d'entraîner des changements radicaux dans les rapports de répartition, d'appropriation et d'utilisation de la richesse sociale. «Certes, la propriété d'Etat demeure et les usines n'ont pas été distribuées à des particuliers, les kolkhozes sont restées des exploitations collectives communes et les banques n'ont pas été remises à des actionnaires, mais la répartition du produit social, sa destination, ont complètement changé.»*

A la suite de l'application des réformes capitalistes **khrouchtchéviennes** et **brejnéviennes**, «la société soviétique s'est embourgeoisée jusque dans ses fibres les plus profondes, le capitalisme a été restauré dans tous les domaines».** La lutte entre la voie socialiste et la voie capitaliste de développement dans la société soviétique s'est soldée par un retour en arrière, au capitalisme. Les antagonismes fondamentaux du mode de production capitaliste ont réapparu, l'évolution actuelle de ce dernier est fonction de la lutte et des contradictions irréconciliables entre des classes ennemies — d'une part, la bourgeoisie nouvelle, révisionniste, qui règne en exerçant une dictature de fer, et de l'autre, le prolétariat et les masses laborieuses soviétiques aux riches traditions révolutionnaires dans la lutte contre l'exploitation capitaliste.

2. La production de la plus-value

La liquidation de la dictature du prolétariat et la mise sur pied d'une machine d'Etat totalitaire et fasciste au service de la nouvelle bourgeoisie, ont privé la classe ouvrière et les autres masses travailleuses non seulement du pouvoir politique, mais aussi de la propriété sociale des moyens de production. C'est ainsi qu'est réapparue l'exploitation sous la forme de l'obligation de ne plus travailler pour

* Enver Hoxha, *Rapport au VIII^e Congrès du PTA*, Editions «8 Nëntori», Tirana, 1981, éd. fr., pp. 254-255.

** Enver Hoxha, *Rapport au VII^e Congrès du PTA*, Editions «8 Nëntori», Tirana 1976, éd. fr., p. 227.

soi et pour la société, mais pour l'Etat capitaliste collectif. Par conséquent, la société soviétique a vu réapparaître la plus-value, le produit pour la société s'est transformé en surproduit, le travail pour la société en surtravail, le travail pour soi en travail salarié, la main-d'oeuvre en marchandise. Le VIII^e Congrès du PTA a souligné: «Le pouvoir des soviets n'est plus des soviets, des ouvriers et des paysans. Il s'est détaché d'eux et est devenu une force distincte, qui leur est étrangère»*.

La conversion des conditions de réalisation du travail, des moyens de production et d'existence en capital était impossible sans la transformation de la force de travail en marchandise. «Le travailleur, affirment les révisionnistes, jouit du droit de disposer librement de sa capacité de travail. Ce droit lui est garanti par le contrat de travail qu'il a signé avec son entreprise».** Dans la pratique, ce «droit» a été réalisé en tant que vente et achat de la marchandise-force de travail. Le rétablissement de cette catégorie du capitalisme constitue un trait plus qu'évident de la société soviétique. Le marché du travail a été inondé d'«ouvriers disponibles», alors que les lois de la concurrence et de l'offre et de la demande ont provoqué de puissants mouvements d'émigration économique, de travailleurs journaliers qui se sont mis à la recherche de contrats avantageux pour la vente de leur force de travail. La presse révisionniste s'est vue obligée de reconnaître que les fluctuations les plus prononcées de la force de travail en Union soviétique s'expliquent essentiellement par les efforts et la concurrence en vue d'obtenir de meilleures conditions de travail, de rémunération et d'existence. En 1967, quelque 5,5 millions de travailleurs se sont déplacés d'une ville à l'autre pour satisfaire ces intérêts vitaux, 3,1 millions sont passés de la campagne à la ville et 1,5 millions de la ville à la campagne sans compter des millions d'autres qui circulaient à la campagne même.***

Une fois les réformes capitalistes appliquées, les entreprises économiques, soucieuses de tirer le maximum de profit, se sont livrées à une âpre concurrence afin de se procurer, à travers des contrats directs sur le «marché libre», de la main-d'oeuvre qualifiée et productive. Ainsi, 90 pour cent des ouvriers nouvellement employés dans l'industrie ont été embauchés aux termes de contrats directs de ce genre.

Le rétablissement du rapport capitaliste de l'exploitation de l'homme par l'homme comportait en soi un nouveau mécanisme de la plus-

* Enver Hoxha, *Rapport au VIII^e Congrès du PTA*, Editions «8 Nëntori», Tirana, 1971, éd. fr., p. 258.

** Voir *Ekonomitcheskije Naouki* n° 4, 1972.

*** *Voprossi Ekonomiki*, n° 9, 1970.

value, avec toutes les catégories et les lois qui s'y rattachent. L'analyse de ce mécanisme, à partir de faits et de sources soviétiques officielles, nous permet de juger du degré d'exploitation du prolétariat et du taux de la plus-value dans l'industrie soviétique. Référons-nous aux faits.

Les sources soviétiques affirment qu'en 1971 la part des salaires (ou du capital variable) représentait en moyenne 15,5 pour cent du coût de la production industrielle (ou des frais de production capitaliste)*. Par conséquent la structure organique moyenne du capital industriel soviétique se présentait, dans cette période, comme suit:

$$\frac{C}{V} = \frac{84,5}{15,5} = 5,5 : 1$$

Les réformes capitalistes khrouchtchéviennes ont entraîné l'augmentation du taux moyen de profit, de 16,7 pour cent qu'il était de 1961 à 1965 à 21,3 pour cent de 1966 à 1970, tandis qu'en 1970 il avait atteint 27,2 pour cent dans l'industrie.**

Compte tenu de ces données, la structure typique de la valeur de la marchandise industrielle soviétique peut être la suivante:

$$w = c + v + m = 84,5 c + 15,5 v + 27,2 m.$$

D'autre part, la norme de la plus-value et, partant, le degré d'exploitation moyenne du prolétariat industriel soviétique, se présente comme suit:

$$m' = \frac{m}{v} = \frac{27,2}{15,5} \cdot 100 = 175,5 \text{ pour cent}$$

Ainsi, au début des années 70, l'ouvrier salarié de l'industrie capitaliste soviétique, sur ses 8 heures de travail par jour travaillait en moyenne 2 heures et 54 minutes pour sa reproduction individuelle et 5 heures et 6 minutes pour la reproduction de la classe capitaliste au pouvoir. En 1970, le profit annuel moyen tiré du travail de chaque ouvrier de l'industrie soviétique, se montait à 2800 roubles.***

Mais les indices moyens n'expriment pas le degré réel de l'exploitation du prolétariat soviétique employé dans la grande industrie, les grandes unions monopolistes d'Etat, qui, dépensant moins

* Voir *Sovietskoie Planirovanoie Hoziaistvo* Moscou, 1974, p. 33.

** Voir *Sovietskaïa Ekonomitcheskaïa Reforma: Prodvijenie i Problemi*, Moscou, 1972, p. 208.

*** *Op. cit.*, p. 204.

le capital constant, mettent en action un plus grand volume de travail humain, en tant que source de création de la plus-value. D'autre part, la structure organique du capital industriel soviétique s'est accrue, au cours des années 70, à travers une concentration plus intense de la production et la centralisation toujours plus prononcée du capital. Compte tenu de la structure moyenne des prix de détail, il ressort qu'en 1979, dans l'industrie soviétique, toujours selon les statistiques officielles,* le taux de profit au cours de cette période s'élevait à 30,1 pour cent (pour le capital industriel et le capital commercial pris ensemble). Et même si l'on considère la structure organique du capital comme étant la même dans la période 1971-1979 (les données nécessaires faisant défaut), le taux de la plus-value se présente comme suit:

$$M' = \frac{m}{v} = \frac{30,1}{15,5} = 194 \text{ pour cent}$$

Ainsi donc, vers la fin des années 70, l'ouvrier salarié de l'industrie soviétique consacrait les deux tiers de son temps de travail aux patrons, à la grande bourgeoisie révisionniste et à son Etat social-impérialiste. En 1979, plus de 29 millions de salariés de l'industrie soviétique étaient soumis à cette exploitation féroce.** Les statistiques officielles montrent que le montant annuel des recettes assurées par le secteur monopoliste d'Etat de l'économie soviétique représentait environ 215 milliards de roubles, dont 114 milliards sous forme de profit (soit 53 pour cent) et 88 milliards sous forme d'impôts sur le chiffre d'affaires (soit 41 pour cent)***. Cette somme ne constitue pas encore le total de la plus-value assurée par l'exploitation des masses travailleuses sous les trois formes de la propriété capitaliste qui coexistent dans la société soviétique. Elle ne comprend pas la plus-value assurée dans le secteur capitaliste collectif et dans le secteur privé de l'économie soviétique.

L'analyse des rapports capitalistes de répartition et d'appropriation de la plus-value nous aidera à mieux éclairer l'ensemble des processus capitalistes qui dominent dans la société soviétique et qui en constituent la physionomie de classe.

* Voir *Narodnoïe Hoziastvo SSSR v 1979 Gadu*, Moscou 1980, p. 167.

** *Op. cit.*, p. 147.

*** *Op. cit.*, p. 535.

3. La répartition et l'appropriation de la plus-value

Les rapports capitalistes rétablis en Union soviétique se manifestent surtout dans des sphères importantes de la vie sociale, comme la répartition et l'utilisation du produit social, qui montrent au grand jour que les moyens de production, les forces de travail et les ressources matérielles sont utilisées dans l'intérêt d'une minorité exploituse et dominante, de la grande bourgeoisie social-impérialiste et en fonction de ses objectifs stratégiques nationaux et internationaux. C'est précisément cette classe qui s'approprie les fruits du labeur des ouvriers et des paysans soviétiques.

Marx a souligné: «Le capital n'est donc pas seulement... le pouvoir de disposer du travail d'autrui; mais il est essentiellement le pouvoir de disposer d'un travail non payé».* Cette loi du mécanisme capitaliste de l'appropriation agit avec force même dans la société soviétique. Mais il y a ici une particularité, à savoir que la bourgeoisie révisionniste commande et s'approprie le travail non rétribué des ouvriers et des paysans soviétiques essentiellement à travers l'Etat monopoliste et ses organismes d'exploitation.

L'utilisation du produit social et la répartition de la plus-value qu'il contient mettent encore plus en relief la priorité absolue des intérêts de la grande bourgeoisie, en tant que classe au pouvoir, et la position dominante de la propriété monopoliste d'Etat dans la société soviétique par rapport aux autres formes, collectives ou privées, de la propriété capitaliste. L'Etat soviétique est en dernière analyse le propriétaire de la plus-value ou bien, comme le disait Marx à propos du capitaliste industriel, «le représentant de tous les partageants entre lesquels le butin se distribue».** Dans l'ensemble de la vie économique de l'Union soviétique, il n'existe pas de division classique des fonctions entre divers capitalistes, industriels, commerçants, banquiers, propriétaires fonciers, etc. Les fonctions de production, de répartition, d'utilisation et d'appropriation de la plus-value constituent pour la plupart des attributs du capital d'Etat, qui exerce le monopole absolu de la classe bourgeoise dans tous les domaines. Par conséquent, la plus-value dans la société soviétique est absorbée en premier lieu, par l'Etat social-impérialiste, qui, au nom et dans l'intérêt de la grande bourgeoisie au pouvoir, la répartit et l'utilise soit pour assurer la reproduction élargie de son potentiel économique

* K. Marx, *Le Capital*, éd. alb., t. I, 2, p. 301.

** K. Marx, *Le Capital*, éd. alb. t. I, 3., p. 8.

et militaire de superpuissance, soit pour couvrir les besoins de consommation parasitaire et non productive des diverses catégories de capitalistes fonctionnaires. Ces derniers, les divers groupes de la nouvelle bourgeoisie, participent à la répartition et à l'appropriation de la plus-value en fonction du poste que chacun d'eux occupe dans la hiérarchie de l'Etat, du parti, de l'armée, de l'économie, de la science et de la culture. Regardons ce que nous disent les faits.

Le système fiscal d'exploitation, qui régit la répartition et l'utilisation de la plus-value dans la société soviétique, est axé sur le budget d'Etat, en tant que principal levier de la redistribution du revenu national au profit du grand capital monopoliste d'Etat. L'Etat social-impérialiste réalise cette redistribution à travers les canaux bien connus de la centralisation de la plus-value dans le budget. Les principaux canaux, d'après l'importance de leur poids dans les revenus du budget d'Etat, sont: les impôts sur la rotation, dont le niveau annuel de 1979 à 1982 se situait entre 88 et 110 milliards de roubles (31-37,6 pour cent des revenus du budget) le versement des profits des entreprises d'Etat, entre 84 et 95 milliards de roubles (29-33 pour cent), les impôts à la charge de la population, entre 23 et 28 milliards de roubles (8-10 pour cent)*. Les entreprises d'Etat versent leur profit, par ordre de priorité, sous forme de loyer du capital fixe (33 pour cent des versements), de paiement des rentes (de la terre, des mines, des eaux, selon les tarifs différenciés pour les diverses régions économiques territoriales), sous forme aussi d'intérêts bancaires des crédits (plus de 18 pour cent des versements) et des excédents de bénéfices (49 pour cent des versements annuels)**. En outre, le budget d'Etat accumule chaque année 14 milliards de roubles sous forme d'assurances des entreprises (5 pour cent du revenu du budget), 1-2 milliards de roubles sous forme d'impôts sur le revenu des kolkhozes et environ 70 milliards de roubles (25 pour cent) des ressources extérieures (le commerce extérieur, le profit du capital exporté, la vente d'armes, les crédits étrangers, etc.)*** Il est évident que la partie de la plus-value versée nominale au budget à travers les impôts prélevés sur le secteur capitaliste collectif de l'agriculture, est minime, alors que la majeure partie en est redistribuée ou accaparée à travers le système des prix de gros dans la circulation des marchandises entre les villes et les campagnes.

Ces données montrent que l'Etat social-impérialiste et l'économie soviétiques sont confrontés de plus en plus aux difficultés et aux conséquences de la militarisation forcée de la vie du pays. Il est de

* Voir *Narodnoïe Hoziaïstvo SSSR v 1979 Godu*, p. 535 et la *Pravda* du 18.1.1981, p. 4.

** *Op. cit.*

*** Voir la *Pravda* du 29.7.1979 et *Ekonomitcheskaja Gazeta*, n° 32, 1979.

fait que l'Union soviétique engage à cette fin, dans le cadre ou en dehors du budget de l'Etat, plus d'un tiers du revenu national annuel, soit 150 milliards de roubles, un tiers de la production des branches clés de l'industrie lourde, un septième des ressources énergétiques, un dixième des forces de travail actives. Il n'y a point de doute que la réalisation de ces intérêts stratégiques du social-impérialisme soviétique est étroitement liée à ses plans de superpuissance pour le repartage économique et territorial du monde, que la reproduction élargie du grand capital d'Etat, la militarisation de l'économie, l'exportation des capitaux, etc., occupent une place prééminente dans le processus d'utilisation de la plus-value de la part de l'Etat de la grande bourgeoisie soviétique. C'est à cette fin que l'Etat soviétique accumule et utilise la plus-value sans nullement affecter la consommation parasitaire, toujours croissante, de la classe bourgeoise au pouvoir, et cela aux dépens du niveau de vie des masses travailleuses. Les conséquences de ce cours apparaissent dans la vie quotidienne du peuple soviétique. Les articles de première nécessité manquent sur le marché, l'inflation, le chômage, la fluctuation de la force de travail se sont aggravés, on constate une hausse déclarée et non déclarée des prix de diverses marchandises. Le secteur privé de l'économie s'est étendu, les portes ont été ouvertes au capital monopoliste étranger et l'on voit fleurir le marché noir, les abus, les pots-de-vin et les fraudes».*

En 1979, environ 40 pour cent de la part du profit laissée aux entreprises d'Etat sont passés au «fonds de développement de la production» destiné à financer de façon décentralisée les nouveaux investissements au titre des fonds fixes et l'augmentation du capital circulant; 43 pour cent au fonds de stimulation matérielle du personnel et 17 pour cent au fonds des mesures d'ordre socio-culturel et d'assistance**. L'Etat militariste soviétique, à travers le centralisme bureaucratique, contrôle des secteurs et des activités clés de l'ensemble des structures industrielles et militaires du pays, à l'entretien desquelles travaille et contribue toute l'économie soviétique. C'est dans ces conditions que se réalisent dans la société soviétique l'accumulation et l'utilisation de la plus-value, en vue de la reproduction élargie du grand capital d'Etat. Dans le même temps, il est fait appel continuellement au capital privé pour qu'il assume dans la production et le commerce des produits alimentaires, de consommation courante et dans les services, une partie de la charge que l'Etat

* Enver Hoxha, *Rapport au VIII^e Congrès du PTA*, Editions «8 Nëntori» Tirana 1981, éd. fr. p. 257.

** *Narodnoïe Hoziaïstvo SSSR v 1979 Godu*, p. 536.

soviétique n'est pas en mesure d'assurer.* L'économie soviétique, désormais dédoublée, est maintenant sujette à un processus de putréfaction dans deux directions parallèles. L'activité du capital privé s'est intensifiée et transformée en une «seconde économie, parallèle», que la presse officielle qualifie d'«économie de l'ombre».** Celle-ci totalise plus d'un dixième du temps de travail annuel de toute l'économie (un tiers dans l'agriculture), 8,5 millions d'hectares de terres arables, 23 millions de bovins et 29 millions d'ovins, un quart de la production agricole globale, 30 pour cent du bâtiment, 25 pour cent des revenus moyens des familles citadines et 27 pour cent de ceux des familles rurales.***

*

*

Examinons maintenant les formes concrètes de la répartition de la plus-value entre les membres de la nouvelle bourgeoisie à des fins de consommation parasitaire, qui entraîne et qui approfondit sans cesse la polarisation de classes dans la société soviétique, le fossé entre les bureaucrates et les gestionnaires, d'une part, et les larges masses travailleuses, de l'autre.

La réalisation absolument prioritaire des intérêts et des privilèges matériels de la nouvelle bourgeoisie aux dépens des masses travailleuses, constitue dans la société soviétique le trait fondamental de la sphère de la répartition des marchandises destinées à la consommation individuelle. Le système de rémunération et des stimulants matériels appliqué dans ce pays capitaliste est de fond en comble un système hiérarchique et d'exploitation. La hiérarchie des privilèges et des prérogatives d'une poignée de gens établie au détriment des larges masses travailleuses, s'étend depuis les niveaux les plus élevés de l'appareil d'Etat, du parti, de l'économie et de toute la superstructure jusqu'au niveau de l'équipe d'ouvriers dans les entreprises. Si l'on agit de la sorte, c'est pour désorienter le prolétariat soviétique en corrompant les couches de l'aristocratie ouvrière. L'action illimitée du droit bourgeois du propriétaire et de l'employeur sur les journaliers ou les salariés a été institutionnalisée

* Voir les documents du XXVI^e Congrès du parti révisionniste soviétique dans la *Pravda* du 24.2.1981 et la revue *Socializm v teorii i praktiki*, de novembre 1981.

** Voir la revue *Echo*, mars, 1980.

*** Voir l'annuaire des statistiques du Comecon, Moscou, 1979, pp. 215-216 et 261-263.

et érigée en système tant sur le plan des stimulants, à travers le salaire nominal, que sur le plan du mode de participation à la répartition des profits, des multiples gratifications et privilèges qui conditionnent, par conséquent, les énormes différences de revenus réels et de mode de vie des divers groupes sociaux en Union soviétique.

«Bien que l'on prétende appliquer le principe de la rémunération selon le travail, en réalité, les divers groupes de la nouvelle bourgeoisie s'approprient la plus-value créée par les ouvriers et les paysans. Cette spoliation à grande échelle est présentée comme un type de stimulant matériel visant soi-disant à encourager l'activité productive, le travail scientifique, la création artistique, etc. En vérité il s'agit là d'une exploitation typiquement capitaliste».*

Des sources soviétiques elles-mêmes il ressort que la hiérarchie du système des salaires nominaux, au niveau des entreprises industrielles, est conçue comme suit:**

Simple ouvrier	1 unité
Ouvrier moyen	1,5 unité
Chef d'équipe	2,4 unités
Chef d'atelier	plus de 3,2 unités
Ingénieur en chef	jusqu'à 7,2 unités
Directeur	jusqu'à 10,8 unités

Mais la hiérarchie des salaires, dans la société soviétique ne représente qu'une petite partie du fossé creusé entre le niveau et le mode de vie des ouvriers et ceux de la bourgeoisie révisionniste. Par suite de la hiérarchie des gratifications et des privilèges dont profitent prioritairement les éléments de la nouvelle bourgeoisie soviétique, l'inégalité sociale ne cesse de s'accroître. Le VIII^e Congrès du PTA a souligné à ce propos: «La consommation parasitaire a pris des proportions d'une ampleur sans précédent. Le rapport entre les rémunérations des ouvriers et celles des administrateurs bureaucrates et technocrates de la production, calculé sur la base du salaire nominal, est de plus de 1 à 10, mais si l'on y ajoute les revenus provenant de la distribution des bénéfices et des gratifications de toutes sortes, et autres privilèges sans nombre, cet écart s'accroît encore. Ces différences dans les salaires et dans le niveau de vie sont à peu de chose près analogues à celles qui existent entre les administrateurs bourgeois et les ouvriers dans les pays occidentaux».**

* Enver Hoxha, *Rapport au VIII^e Congrès du PTA*, Editions «8 Nëntori», Tirana 1981, éd. fr. p. 255.

** D'après *Sovietskoïe Planirovanoïe Hoziaïstvo*, Moscou, 1974, pp. 242-252.

*** Enver Hoxha, *Rapport au VIII^e Congrès du PTA*, Editions «8 Nëntori» Tirana, 1981, éd. fr., p. 256.

Les faits montrent que les réformes capitalistes khrouchtchéviennes entreprises dans le domaine de la répartition ont mis en action un «système de stimulants matériels» très polarisant et fondé exclusivement sur les normes du profit capitaliste, à chaque maillon de l'économie. «L'essentiel, c'est que les gratifications de toute sorte sont tirées des profits.»* Dans la période 1966-1969, les fonds des stimulants matériels ont augmenté en moyenne de quatre fois dans les entreprises soviétiques.**

Du point de vue de la structure sociale, le personnel de l'industrie soviétique comprend 4 pour cent d'administrateurs et 96 pour cent d'ouvriers. Quant à la répartition des fonds des stimulants matériels dans cette branche fondamentale de l'économie, les statistiques officielles indiquent que les administrateurs capitalistes de la production s'approprient 49,3 pour cent des gratifications, le reste, soit 50,7 pour cent, «étant distribué aux ouvriers»***. Ces faits prouvent que «la part du lion» revient aux représentants de la bourgeoisie révisionniste soviétique qui, investis du pouvoir d'Etat, sont en réalité les dirigeants effectifs de la production. Selon les statistiques susmentionnées, 1 pour cent du personnel des entreprises soviétiques, investi de fonctions d'Etat (c'est-à-dire les gestionnaires capitalistes) reçoit 12,3 pour cent des gratifications, alors que le personnel privé de ce pouvoir, comme c'est le cas du prolétariat soviétique, n'en reçoit que 0,5 pour cent, soit **25 fois moins**. Il n'y a aucun doute que la grande bourgeoisie au pouvoir, tout comme la bourgeoisie occidentale, nourrit de ses «miettes» l'opportunisme au sein du mouvement ouvrier.

Les sources soviétiques affirment que la majeure partie des «gratifications des ouvriers» (en moyenne 59,1 pour cent) sont distribuées à la fin de chaque année, alors que les chefs touchent leur part une fois par mois.**** Autrement dit, ce que les révisionnistes appellent la «13^e mensualité» des ouvriers est en fait pour les administrateurs capitalistes de la production une «24^e mensualité». En ce qui concerne l'autre partie des bénéfices qui sont répartis au cours de l'année, le fossé s'approfondit encore plus. Si les chefs d'entreprise s'approprient 82,2 pour cent des «gratifications mensuelles», les ouvriers n'en touchent que 17,8 pour cent, soit **102 fois moins**, compte tenu de la structure sociale du personnel de l'industrie soviétique.*****

* Voir Liberman, *Voprossi Ekonomiki*, n° 8, 1962.

** Voir *Sovietskaia Ekonomitcheskaja Reforma: Prodvijenie*, Probleme p. 207.

*** *Ibid.*, p. 197.

**** Voir S. Kamenicer, *Opit promichlienovo upravlenia V SSR*, Moscou, 1973, p. 127.

***** D'après *Sovietskaïa Ekonomitcheskaja Reforma: Prodvijenie i Problemi*, p. 194.

Mais, malgré tout, «les fonds des stimulants matériels» ne sont pas la seule ni même la principale forme d'appropriation de la plus-value dans le système de l'entreprise soviétique. La presse soviétique affirme que «dans la plupart des entreprises les fonds des stimulants matériels ne sont pas encore devenus la source essentielle de gratification du personnel, plus de 30 autres modes de récompense fonctionnant simultanément. Les soi-disant gratifications spéciales sont souvent plus élevées que les gratifications générales, prélevées sur les fonds des stimulants matériels»*. Cette multitude de prérogatives et de privilèges réservées à la bourgeoisie nouvelle révisionniste comprend une série infinie de bénéfices, notamment les gratifications spéciales destinées aux hauts fonctionnaires du parti et de l'Etat révisionnistes (les fameuses enveloppes bleues), les comptes courants dans les banques d'Etat qui garantissent la consommation parasitaire à une poignée de gens de l'élite dominante et «les pensions personnelles» illimitées. Bien entendu, tout cela pèse sur le dos des masses travailleuses.

*

* *

Le VIII^e Congrès du PTA a souligné que la crise actuelle représente la crise, l'échec du capitalisme monopoliste d'Etat. Elle atteste la putréfaction non seulement du système capitaliste de type classique, mais aussi de la forme de capitalisme qui domine en Union soviétique et ailleurs. Cette forme capitaliste de domination et d'exploitation des travailleurs n'a pas pu éliminer non plus les perturbations économiques, le désarroi des forces productives, la récession, la baisse du niveau de vie des masses travailleuses, l'aggravation des plaies que crée inévitablement la société bourgeoise. «Les processus de différenciation de classe couvent dans tous les pays révisionnistes. Les conflits de classe se durcissent rapidement. Et à cet égard l'Union soviétique elle-même, bien qu'elle semble le plus stable d'entre eux, ne fait pas exception. Les plaies qu'y a ouvertes la restauration du capitalisme ne peuvent être guéries que par le renversement du révisionnisme et la restauration du socialisme.»**

*Extrait du numéro 3 en albanais
de la revue «Etudes politiques et
sociales»*

* Voir *Voprossi ekonomiki*, n° 12, 1973.

** Enver Hoxha, *Rapport au VIII^e Congrès du PTA*, Editions «8 Nëntori», Tirana, 1981, éd. fr., p. 263.